



Déclaration liminaire – FSU 34

CSA spécial Départemental – 5 septembre 2024

Madame la Directrice Académique
Cher-es collègues

Pour la première fois dans notre histoire républicaine nous faisons une rentrée scolaire sans Ministre de plein exercice. Et après avoir eu 3 Ministres de l'Éducation Nationale en même temps, Messieurs Macron et Attal et Madame Belloubet, on se retrouve sans personne pour répondre politiquement de la situation dans ce qui reste la plus importante administration de l'État. Le contexte politique crée une immense incertitude dont l'Éducation Nationale pourrait être la plus grande victime. On entend déjà parler de baisses de crédits, d'efforts à entreprendre ou de la nécessaire austérité budgétaire, alors même que le message adressé dans les urnes a été celui d'une condamnation des politiques successives du Président Macron. La conférence de presse et les propos tenus par la ministre démissionnaire ont été particulièrement lunaires, tellement éloignés de la situation réelle de l'école publique en France. Parler de « pause numérique » quand une loi depuis le 3 août 2018 dit clairement que « l'utilisation du téléphone mobile par un élève est interdite dans les écoles et les collèges et pendant toute activité liée à l'enseignement qui se déroule à l'extérieur de leur enceinte », c'est évidemment vouloir faire diversion. Au demeurant, combien de collèges de l'Hérault sont concernés d'ailleurs ?

Or l'école publique ne va pas bien, et plus encore depuis 2017. Les problèmes qu'elle traverse sont bien connus et documentés. Nous sommes cette année encore face à la crise majeure des recrutements : 3 000 postes ne sont pas pourvus, 15% des postes au concours du second degré n'ont pas été pourvus. On en connaît la raison principale : la dévalorisation de nos métiers crée un problème majeur d'attractivité. Un professeur à Bac + 5 rémunéré 1,1 fois le SMIC c'est-à-dire autant qu'un emploi peu qualifié alors que c'était 2,8 fois au début des années 1990. C'est un pur scandale, qui n'ayant pas peur des mots, avec la forte inflation des années 2021-2023 a entraîné une paupérisation de nos professions. L'école publique ne va pas bien et est victime d'attaques idéologiques permanentes. D'une part celle qui tend à prendre pour modèle et à favoriser l'école privée ; de l'autre, et en parfaite cohérence, celle qui met en place une politique éducative du tri social précoce des élèves, avec le choc des savoirs. Il est temps, et une grande partie des Français-es l'ont dit aussi le 7 juillet, de construire une école de l'émancipation et de la lutte contre les déterminismes sociaux.

Dans le 1^{er} degré, on ne peut que déplorer, qu'à cette rentrée, pour certains collègues à temps partiel, le titulaire de secteur n'avait pas encore été affecté à la pré-rentrée ou bien ont vu leurs compléments changer au dernier moment rendant impossible toute coordination entre les collègues. La revitalisation des territoires ruraux prévue par la loi n'est pas effective sur certaines zones du département dans lesquels les toutes petites sections ne sont pas comptabilisées dans les effectifs de la carte scolaire. Nous dénonçons, à cette

rentrée, clairement la passation des évaluations nationales standardisées imposées à tous les niveaux. Elles constituent une uniformisation des pratiques professionnelles, une remise en cause de la liberté pédagogique et nient les cycles d'apprentissage et les divers rythmes de développement des élèves. Nous appelons à la non passation de ces évaluations. Nous déplorons également le recours aux contractuel·les tel qu'il s'est imposé dans le 1^{er} degré depuis deux ans. D'ailleurs combien de personnels contractuels enseignants à cette rentrée ? Encore une fois les remplacements ont du mal à être assurés par manque de personnels. Enfin, il nous paraît essentiel de se saisir de l'évolution démographique pour mener une véritable politique de baisse des effectifs dans les classes à tous les niveaux de la maternelle et de l'élémentaire. Nous sommes très loin de la moyenne européenne de 14 élèves par classe en maternelle. Le premier réflexe à prendre est de ne pas fermer les classes au seul motif d'une baisse des effectifs. Il faut faire, a minima, un moratoire sur la carte scolaire et refuser toutes les fermetures de classes.

Dans le 2nd degré, la rentrée est marquée par la cacophonie au niveau de la mise en place des groupes de niveaux en 6^{ème} et 5^{ème}. Nous rappelons que cette mesure idéologique, contraire à tous les enseignements de la recherche en science de l'éducation, est vivement rejetée par la grande majorité des collègues. Nous nous réjouissons que, par la mobilisation des collègues le plus souvent, ce sont des groupes hétérogènes qui sont mis en place, qu'aucun changement en cours d'année n'auront lieu, que la co-intervention puisse se mettre en place comme les dédoublements. Nous regrettons que tout cela se fasse au détriment des autres disciplines. Nous regrettons également que les inégalités explosent entre les établissements au détriment de ceux qui avaient très peu de marge. La réforme quand elle est appliquée sans concertation et de manière autoritaire débouche sur le refus d'assurer les missions de PP. La réforme a aussi généré de gros problèmes dans les emplois du temps pour les enseignants mais aussi pour les élèves du fait des barrettes mises en place. Des contractuels alternants en maths et en français ont même des heures de cours sur leur demies journées de formation. Des élèves notifiés ne peuvent pas forcément être accompagnés par leurs AESH qui doivent suivre en même temps des élèves placés dans un autre groupe. Cette rentrée est aussi marquée et comme à chaque rentrée, par le fait que tous les élèves n'ont pas d'enseignants devant eux à chaque heure de cours. De trop nombreux Blocs de Moyens Provisoires ne sont pas pourvus.

En EPS, pour une fois et contrairement aux autres disciplines on ne constate pas de gros BMP non pourvus. Mais il y a eu une saignée au niveau des IMP de coordination UNSS : - 25%. Et nous ne partageons pas l'analyse de la rectrice qui parle d'une légère baisse et qui reconnaît que la baisse se fait au détriment de la culture et des activités sportives, l'année même des jeux olympiques en France. Nous regrettons également le recours massif aux contractuels du fait de la fermeture quasi systématique des zones de remplacement.

Enfin la rentrée 2024 est marquée par une crise majeure de l'école inclusive. L'inclusion est un impératif démocratique. Elle est essentielle pour que nos élèves puissent avoir leur chance d'apprendre, de devenir des citoyen·nes, de construire des projets d'orientation ambitieux quelle que soit leur situation de handicap. Au moment où se déroulent dans notre pays les jeux paralympiques, l'image que nous renvoyons est bien triste. Force est de constater que les moyens sont très insuffisants. Il manque des AESH dans de nombreuses écoles et établissements. Le nombre d'élèves accompagnés et suivis par les AESH ne cessent

d'augmenter parfois pour atteindre des nombres colossaux. De nombreux élèves ne peuvent se voir offrir les conditions satisfaisantes pour avoir les mêmes chances que les autres d'apprendre et de réussir. Combien d'élèves attendent toujours une place dans un établissement d'accueil médico-social ? Quelle est la date de la prochaine réunion du comité départemental de suivi de l'école inclusive ?

Les chantiers sont énormes pour l'école de la république et pour notre jeunesse. Il n'est pas acceptable que le Président Macron se plaise à prendre tout son temps avant de nommer un gouvernement qui puisse légitimement agir en toute responsabilité, pour au final, tenir si peu compte du suffrage du peuple français.